

La violence se propage a grande vitesse

Le 20 Février 2026

Alors que la nouvelle DGAP patauge sur l'usage de la bombe incapacitante et sur l'anonymisation des personnels...la liste des victimes d'agressions, elle ne cesse de s'allonger à une vitesse alarmante. Jusqu' où faudra-t-il aller ? Quels signaux supplémentaires devront être envoyés ?

L'année 2024 marquée par 3 jours de mobilisation nationale n'a donc-t-elle servi à rien ? Plus récemment en janvier 2026 à Aix et Salon, nous avons frôlé le deuil avec des attaques au couteau et aux ciseaux. Ces faits graves ont conduit à des mobilisations pour manifester soutien et ras le bol. L'administration divise plus qu'elle ne protège.

Le 14 février 2026, la violence a de nouveau frappé au CP de Seysses. Notre collègue Christiane en a été victime.

L'auteur des faits purge actuellement 30 jours de QD dans l'attente de son transfert obtenu sous la pression des OS à l'issue d'un retard d'appel d'1 heure.

Pourtant, notre direction ne se montrait pas favorable à envoyer la « patate chaude » dans un autre établissement, mais sur le terrain, ce sont toujours les personnels qui prennent les coups et les patates ! 9 jours après les faits, notre collègue passera devant l'UCMJ, cette décision interroge.

Hier jeudi 19 février, une autre agression s'est produite lors d'un départ en SDRE à l'UHSA. A l'ouverture de la porte par 3 agents, le détenu a accueilli les personnels dans une posture indécente. A l'injonction du gradé de se rhabiller il a répondu par une pluie de coup de poing au visage. **L'alarme a été déclenchée, une nouvelle fois mal localisée !** Le recours à la force a été nécessaire pour maîtriser l'individu et permettre son transfert vers des soins. Que ce serait-il passé si l'agent avait ouvert seul ?

L'UFAP UNSa Justice félicite les personnels pour leur réactivité avec une mention particulière pour l'élève surveillante qui a eu le réflexe d'utiliser son sifflet. Son sang-froid mérite d'être reconnu.

Bilan : le gradé a été mordu, un agent présente une plaie à la main avec exposition au sang. Les 2 agents ont été conduits aux urgences de la clinique Occitanie pour une consultation expéditive de 10 minutes. Aucun jour d'arrêt ne leur sera prescrit !

L'UFAP UNSa Justice voudrait leur rappeler qu'il fut un temps, on frappait sur des casseroles pour soutenir les hospitaliers. Là, ce sont des surveillants que l'on frappe et eux ne sont pas des casseroles.

Les tempêtes « NILS » et « PEDRO » influencent-elles sur les détenus ?

Evidemment non, eux ils sont constants dans l'escalade de la violence. La seule responsabilité incombe à une administration qui souffle un vent d'inaction, davantage préoccupée par son confort que par la protection des personnels placés sous son autorité.

L'UFAP UNSa Justice réitère sa demande de création d'établissements spécialisés et adaptés aux profils les plus dangereux, des moyens humains renforcés, des équipes mobiles et la fin des solutions de façade comme l'extension de quartiers dits vulnérables ou les ouvertures à 2 agents + 1 gradé.

L'UFAP UNSa justice apporte son soutien aux agents blessés dans leur chair et dans leur dignité et les accompagnera dans l'ensemble de leurs démarches administratives et judiciaires.

Le Bureau Local **UFAP UNSa Justice SEYSES**